



Ce que nous apprend le patrimoine de l'État et de la société turcs : vue d'ensemble sur ce numéro double

English version also available

What heritage tells us about the Turkish State and Turkish society – an overview of this double issue

Muriel Girard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/5040>

DOI : 10.4000/ejts.5040

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Muriel Girard, « Ce que nous apprend le patrimoine de l'État et de la société turcs : vue d'ensemble sur ce numéro double », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 19 | 2014, mis en ligne le 25 juin 2015, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/5040> ; DOI : 10.4000/ejts.5040

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Ce que nous apprend le patrimoine de l'État et de la société turcs : vue d'ensemble sur ce numéro double

English version also available

What heritage tells us about the Turkish State and Turkish society – an overview of this double issue

Muriel Girard

NOTE DE L'ÉDITEUR

English translation available (2015): <https://ejts.revues.org/5227>

NOTE DE L'AUTEUR

Je tiens tout particulièrement à remercier Clémence Scalbert-Yücel (pensionnaire scientifique à l'IFEA) qui a accompagné et activement collaboré à l'élaboration de ce numéro spécial de l'EJTS ; Isabelle Gilles (chargée d'édition numérique à l'IFEA) et Kerrie Bramhall qui ont assuré le suivi éditorial. Mes remerciements s'adressent également au comité de rédaction, à l'ensemble des évaluateurs pour leur investissement et sans qui la fabrication de ce numéro n'aurait été possible et enfin aux auteurs.

On observe aujourd'hui en Turquie un foisonnement des productions patrimoniales — récits d'histoire locale, musées, interventions urbaines etc.¹ Celui-ci se produit dans un contexte où se combinent les échelles (locale, nationale, transnationale et internationale), des acteurs multiples et des revendications identitaires plurielles. Ce numéro thématique vise à étudier ces dynamiques de patrimonialisation visibles, leurs acteurs et leurs enjeux. Plus spécifiquement, il entend explorer la thématique du

patrimoine en Turquie en se centrant sur les rapports entre patrimoine et construction nationale. Son parti pris est d'appréhender cette question en tenant compte, d'une part, du patrimoine comme processus et comme construction sociale, d'autre part, des conceptions patrimoniales des différents acteurs, professionnels et profanes.

Ces approches, si elles peuvent désormais apparaître relativement classiques dans le champ des études sur le patrimoine, particulièrement dans les travaux de langue française², restent insuffisamment travaillées pour le cas de la Turquie. À ce jour, les recherches sur le patrimoine bâti et urbain restent dominées par les architectes et historiens de l'architecture (Pérouse 2011). Elles privilégient le plus souvent l'étude des objets du patrimoine (Ipek Tureli, dans ce même numéro, fait un constat similaire). Toutefois, des travaux en sciences humaines et sociales inaugurent une approche du patrimoine en termes de processus, attentive aux mécanismes de sa fabrication, aux enjeux, acteurs et jeux d'échelles ; perspective que ce numéro double souhaite continuer d'explorer.

Parmi ces travaux, on peut citer en particulier ceux sur la réinterprétation de l'héritage ottoman à l'heure de la globalisation (Bartu 1999, 2001 ; Öncü 2007, 2010) et sur les dynamiques de patrimonialisation à Istanbul (Göktürk, Soysal, Tureli 2010 ; Pérouse 2003 ; Dorso 2003, 2006 ; Girard 2010 ; Boucly 2013). Des travaux portent sur la construction nationale à travers la réinterprétation du passé et de la géographie locale (Öktem 2003), de la culture populaire (Öztürkmen 1994, 1998, 2002) et, plus récemment, par le biais du classement sur la liste du patrimoine culturel immatériel (Aykan, 2012a, 2012b, 2013). D'autres s'intéressent aux politiques culturelles (Karaca 2009), aux constructions patrimoniales « alternatives » (Scalbert-Yücel 2009) et populaires (Fliche 2007) ainsi qu'aux mémoires plurielles (Anastassiadou et Dumont 2003 entre autres). Enfin, des recherches se centrent sur l'essor du travail de mémoire en Turquie (voir par exemple Özyürek 2007 et les différents travaux de Leyla Neyzi)³.

Cet état des connaissances, où l'intérêt porte souvent sur l'objet plutôt que sur le processus de fabrication du patrimoine malgré ces notables travaux, est peut-être révélateur des apories de la patrimonialisation ou d'une temporalité patrimoniale supposément « spécifique » à la Turquie. En effet, Jean-François Pérouse note l'absence d'équivalence du terme « patrimoine » dans la langue turque et certaines correspondances entre les variations du vocabulaire et les fluctuations des politiques (Pérouse 2011). Or, la diffusion de l'emploi de l'expression « patrimoine culturel » [*kültürel miras* ou *kültür mirası*] récemment surgie dans le vocabulaire politique (Pérouse 2004)⁴ tout comme la construction du patrimoine comme catégorie d'action publique (Girard et Scalbert-Yücel 2013) semblent être le témoin d'un réveil/renouveau ou plutôt d'un foisonnement patrimonial et d'un alignement sur des dynamiques globales. Ce tournant patrimonial est aussi à mettre en perspective avec les changements dans les études historiques, les renouveaux de l'historiographie⁵ ainsi qu'avec les récentes ouvertures sur une mémoire vive et douloureuse des minorités ethniques et politiques⁶.

La relation entre patrimoine et construction nationale paraît donc revêtir une signification particulière dans le contexte politique turc actuel, que nous pensons important d'approfondir. La politique culturelle fut un des projets de la construction nationale. Elle le demeure, comme nous le rappellent Jean-François Polo et Füsün Üstel, même si de nouvelles fonctions⁷ lui sont associées dans un contexte de libéralisation économique (Polo et Üstel 2014). De même, les conceptions de la culture nationale changent⁸. Au début de la République, l'objectif est de « constituer une culture

nationale enracinée dans la terre anatolienne » (Fliche 2003: 566 ; voir aussi de Tapia dans ce numéro)⁹. Cela passe alors par la folklorisation des spécificités régionales et la négation des identités non turco-musulmanes (Scalbert-Yücel 2005 ; Sauner 1995) comme par la dépréciation, voire l'enfouissement, du passé ottoman¹⁰.

Le récit national se recompose partiellement avec la « synthèse turco-islamique », dont les prémices remontent aux années 1950 (Bora 1999). Élaborée par des nationalistes et des religieux, « cette idéologie, construite dans les années 1970, tendait à représenter les Turcs comme les champions de l'islam, opérant en quelque sorte une nationalisation de l'islam et une islamisation de l'histoire turque » (Pérouse 2004: 211). Celle-ci s'est renforcée et répandue dans les années 1980 (à la suite du coup d'État) et les années 1980 et 1990 marquent son avènement (Scalbert-Yücel 2005: 227). Cette « idéologie conservatrice restée discrète jusque-là, pouvait dès lors s'exprimer au grand jour, sans toutefois jamais remettre en question les valeurs du kémalisme » (Copeaux 1999: 328). Son institutionnalisation va participer à la réhabilitation du passé ottoman (Copeaux 1999).

Aujourd'hui, le néo-ottomanisme promu par l'AKP [*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement] contribue à une réécriture du récit national insistant sur la grandeur du passé ottoman¹¹. À propos du néo-ottomanisme, Nora Şeni note que ce « vocable sert à qualifier l'aspiration des actions qui prétendent s'inspirer des valeurs, du style, de la politique (notamment étrangère) dits ottomans » (Şeni 2010: 41). Seçil Yılmaz mentionne, quant à elle, qu'il valorise un modèle multiculturel en référence à un âge d'or de l'Empire ottoman, reflet de la tolérance musulmane (Yılmaz 2005). Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, des registres identitaires, qui prennent appui sur la valorisation d'une identité turco-ottomane et musulmane ou, selon les contextes, du multiculturalisme, se déploient. Il convient toutefois de remarquer que la convocation de l'héritage ottoman n'est pas l'apanage d'un parti politique et que son recours s'inscrit dans une temporalité qui semble dépasser la venue au pouvoir de ce parti¹². En particulier, Ayfer Bartu (2001) nous rappelle que, dans le contexte de développement touristique, le gouvernement de centre-droit a entrepris de promouvoir une vision édulcorée de l'Empire ottoman dès les années 1980 (voir aussi Eldem 2010).

Au regard de ces réécritures et des changements dont elles témoignent par rapport au modèle kémaliste des fondements de la nation turque, il paraît pertinent d'interroger la fabrique du patrimoine au prisme de la construction nationale. Ne serait-ce que parce que l'AKP a fait campagne durant les législatives de 2011 autour du thème de la « mosaïque »¹³ (Pérouse 2011), que des traces d'un néo-ottomanisme aujourd'hui à l'œuvre sont en de multiples endroits visibles et qu'un « régime de tolérance (surveillance) semble prévaloir face aux productions patrimoniales alternatives des municipalités kurdes » (Pérouse 2011).

Le contexte actuel de promotion du patrimoine, d'inscription de la Turquie sur la scène internationale fait d'ailleurs émerger un apparent paradoxe sur la place des acteurs exogènes dans ce processus. Ils sont simultanément impliqués par le biais d'institutions internationales et éléments de distinction pour spécifier une identité nationale. L'invention patrimoniale est également liée au tourisme, celui-ci étant vu comme un outil du développement local.

Le constat de Jean-François Pérouse invite en outre à territorialiser l'action patrimoniale, à saisir les désenboîtements entre idéologie nationale et action locale.

D'où l'importance de saisir les processus de fabrication du patrimoine et les enjeux qui les sous-tendent, par le croisement des échelles.

Enfin, l'étude des productions patrimoniales alternatives, portées par les municipalités kurdes, donne à voir comment des inventions patrimoniales entrent en concurrence, se pénètrent, produisent des effets de mimétisme dans les manières de faire ; tandis que la patrimonialisation revêt des finalités différentes et laisse entrevoir des constructions identitaires plurielles (Girard et Scalbert-Yücel 2013). C'est pourquoi l'analyse des dynamiques de patrimonialisation nécessite de prendre en considération les différents acteurs patrimoniaux en présence, les historicités singulières des multiples actions patrimoniales et les différentes conceptions du patrimoine ; pari auquel tentent de répondre les douze contributions ici rassemblées.

I. Observation de la fabrique du patrimoine et approche multiscale

Les contributions rassemblées dans ce numéro témoignent que la thématique du patrimoine est résolument pluridisciplinaire ; anthropologues, historiens, historienne de l'architecture, sociologue, chercheur en communication, politiste ayant répondu à l'appel. Elles se saisissent d'objets multiples : patrimoine immatériel, patrimoine architectural, religieux, pratiques commémoratives.... Elles ont cependant en commun un appareillage méthodologique qui laisse une place importante aux récits —aux récits sur le patrimoine et à la mémoire comme récit. Les récits de vie des porteurs de mémoire, par des retours sur les événements traumatiques, des évocations du génocide (Törne entre autres) et des porteurs du patrimoine comme les *dengbêjî*¹⁴ (Schäfers) sont mis en avant. Ils s'additionnent, sont recoupés avec les récits littéraires, dans une période de foisonnement des publications de mémoires, des écrits en tous genres et les narrations cinématographiques et télévisuelles¹⁵. Attentives aux discours et représentations, les contributions le sont également aux actions et pratiques. Ainsi le décryptage des imbrications institutionnelles, des partenariats, de l'éventail de modalités d'intervention (Ter Minassian, Marquart) s'accompagne de l'observation des pratiques patrimoniales à l'œuvre, notamment en termes de réception et de consommation (Pénicaud, Carney, de Tapia)

Au-delà de ce qui pourrait paraître comme un inventaire à la Prévert, la compréhension des processus de fabrication du patrimoine s'appuie sur une démarche commune, transversale aux contributions, qui est attentive aux jeux d'échelles (Revel 1996). Alors que Marcel Roncayolo nous invitait à tenir compte des différentes échelles et de leurs enchaînements (Roncayolo 2011), les contributeurs font dialoguer (tout comme la compilation des différents articles présentés le donne à voir) les échelles temporelles et spatiales.

Les dimensions temporelles offrent certes une compréhension du processus de patrimonialisation ; mais au-delà, de l'État et de la société turcs en lien avec le contexte mondial. L'approche chronologique met en lumière les continuités et les changements au sein du monde du patrimoine. Elle permet de relativiser la rupture habituellement faite entre l'Empire ottoman et la République turque (pareillement remise en cause à propos d'autres objets d'études, voir Gourisse 2013 ; Polo et Üstel 2014). Les auteurs et singulièrement Stéphane Yerasimos (dans un article paru en 2005 dans la revue *İstanbul* et traduit en français ici par Jean-François Pérouse), font apparaître les héritages et

filiations au niveau des institutions et discours patrimoniaux. De même, Manoël Pénicaud, déroulant le processus de nationalisation de la maison de la Vierge à Éphèse, donne à voir une certaine pragmatique —non sans truchements— de l'État en termes de valorisation patrimoniale. Beaucoup d'auteurs ont montré le lien entre patrimoine et conflits (Poulot 2004 ; Gravari-Barbas et Veschambre 2003 entre autres) et interrogé les ressorts de l'émotion patrimoniale (Poulot 2006 ; Fabre 2013). En ce sens, la « révolte du parc Gezi » (Pérouse 2013) contre un projet urbain contesté en 2013, mentionnées par des auteurs (Ter Minassian ; Zencirci ; Martin), témoigne que le patrimoine, sous son apparente « beauté du mort » (de Certeau, Julia, Revel 1993), peut cristalliser, être le réceptacle mais aussi le reflet d'une mobilisation, dépassant la seule sphère patrimoniale, pour embrasser la société¹⁶. Tout comme il peut être le révélateur de l'autre, jusque-là oublié ou malmené.

Or, ce projet urbain s'inscrit dans le néo-ottomanisme valorisé par l'AKP, toile de fond, parfois objet, des contributions ici présentées. Si l'approche chronologique dévoile les ressorts de la synthèse turco-islamique puis du néo-ottomanisme (Carney ; Zencirci), l'approche diachronique permet de saisir les imaginaires, surtout ceux autour de la conquête (via les films et séries tels qu'étudiés par Josh Carney¹⁷). Elle permet dès lors de faire dialoguer récit national et récits mémoriels, notamment quand est abordée la question des groupes minoritaires, du génocide arménien et des échanges de population entre la Grèce et la Turquie en 1923. Annika Törne, en situant l'étude du patrimoine dans le « contexte post-génocide », donne à voir une temporalité, construite à partir d'événements traumatiques, différente de celle de la construction nationale officielle¹⁸.

Les différentes appréhensions temporelles, les croisements entre mémoire-s et historiographie, interrogent autant la variation des temporalités selon les acteurs que les temporalités de l'action patrimoniale en lien avec l'histoire politique. Dans l'analyse des discours sur le patrimoine faite par Stéphane Yerasimos, ce sont les glissements entre protection du patrimoine, « recherches identitaires » et nation et la façon dont s'amorce dans les années 1970, une « conception moderne de la protection »¹⁹ en lien avec une ouverture et des échanges internationaux qui sont exposés. Ipek Tureli nous invite à faire dialoguer le temps de la Turquie —l'histoire de la patrimonialisation de la « maison turque/ottomane »— et « le temps du monde », celui de la reconstruction après-guerre, celui du rôle du Conseil de l'Europe dans la conservation intégrée du patrimoine dans la période de construction européenne des années 1970. Le temps de l'objet patrimoine est à son tour confronté à celui de la société. Vivienne Marquart questionne quant à elle les temps de la ville —les mutations urbaines rapides et d'envergure d'Istanbul— et la protection du patrimoine. Le temps de la « rupture patrimoniale » (Rautenberg 2003) s'évalue aussi au regard de pratiques religieuses ou traditionnelles qui restent vivantes (Pénicaud ; Schäfers) ; des mémoires individuelles ou collectives, à l'heure des commémorations, qui bouleversent le grand récit national.

Notre parti pris était également d'être attentif aux échelles spatiales et à leurs enchaînements : internationale, européenne, nationale, locale, supranationale et transnationale. L'attention portait sur le lien entre le local et l'international. La fabrication du patrimoine peut être une façon de se positionner dans le contexte de la mondialisation²⁰, tout autant qu'une réponse aux sollicitations externes entre « attraction et répulsion ». En ce sens, l'étude des régimes de fabrication du patrimoine doit tenir compte des dissonances d'un territoire à l'autre dans les relations des pouvoirs locaux aux instances internationales. En le disant de façon caricaturale et

réductrice, l'action de l'UNESCO peut être vue par certains comme une ingérence dans les affaires locales à Istanbul (Gargin 2006) ; dans le Sud-est, dans le cadre du Projet de développement du Sud-est anatolien (GAP), les instances internationales sont centrales et sont des « propulseurs » de la politique patrimoniale (Girard et Scalbert-Yücel 2013)²¹.

D'où la nécessité de faire jouer les échelles, entre le national et l'international, entre le local et le national, les enchevêtrements à l'échelle du local étant d'ailleurs ressortis des travaux sur l'action publique en Turquie (Aymes, Gourisse, Massicard 2013). Dans quelle mesure les finalités et modalités de la fabrication patrimoniale à l'échelle locale recourent-elles celles mises en avant à l'échelle nationale ? Quelles sont les dissonances perceptibles dans les récits patrimoniaux ? Les contributions ici rassemblées font ressortir l'importance de la dimension territoriale dans la compréhension des processus à l'oeuvre. Bahar Aykan met de cette façon en évidence le lien entre d'un côté le patrimoine et l'identité nationale et de l'autre la construction supranationale du patrimoine avec le cas emblématique du classement du *Nevruz*²² sur la liste du patrimoine culturel immatériel porté par la Turquie, l'Iran, l'Azerbaïdjan, l'Inde, le Kirghizistan, le Pakistan et l'Ouzbékistan. Benjamin Weineck place au centre de son analyse l'espace transnational pour saisir les conflits dans les appartenances identitaires, à travers des pratiques traditionnelles aléviées en Turquie et en Allemagne. À une autre échelle, différentes contributions mettent en lumière les « effets de lieu », en l'occurrence la proximité de sites hautement patrimonialisés dans la mise en valeur (Pénicaud) ou l'effacement des traces (de Tapia). De plus, la question des traces de la présence arménienne se pose différemment selon les lieux (Ter Minassian ; Törne). Et Annika Törne nous rappelle l'importance de la topographie de la mémoire, les lieux étant supports de mémoire (Halbwachs 1997). Elle montre que la construction de « lieux de mémoire » (Nora 1984) semble parfois bien tenue. Par ailleurs, si le « retour au quartier », pour reprendre l'expression de Cilia Martin, est depuis plusieurs années pointé par les recherches²³, cette dernière montre comment les réinvestissements actuels de l'ancien quartier *rum* de Kurtuluş font jouer, entre autres, des acteurs transnationaux et des effets de contexte, notamment suite aux événements de Gezi. Ipek Tureli, quant à elle, fait l'archéologie de l'intérêt patrimonial pour le quartier en lien avec l'émergence de la notion d'« *open museum* » à l'international et de la prise en compte du tissu urbain.

Outre des positionnements communs, plusieurs thématiques transversales se retrouvent dans les différentes contributions. Chaque thématique explore le lien entre patrimoine et construction nationale, en questionnant les mécanismes, les enjeux, les acteurs —particulièrement la place de l'État— et les effets de la fabrication patrimoniale.

II. Patrimoine et construction nationale en mouvement dans la Turquie contemporaine

Patrimoine et constructions identitaires : invention de la tradition, authenticité et nostalgie.

Les différentes contributions ont en commun de s'interroger sur la catégorie et les catégories du patrimoine, telles que le « patrimoine arménien », la « maison turque/

ottomane »... Elles questionnent leur construction, leur sens et leur efficacité. Elles s'arrêtent sur la pertinence de leur emploi : elles préfèrent parfois au patrimoine comme catégorie d'action publique, les notions d'héritage pour évoquer le caractère « ultra-local et familial » de vestiges (de Tapia) ou de mémoire pour rendre compte « d'usages du passé à la marge d'une patrimonialisation officielle » (Martin). Dans le contexte de foisonnement patrimonial et mémoriel actuel, de revendication de la diversité culturelle et d'émergence sur la scène patrimoniale des héritages minoritaires, la fabrication du patrimoine soulève plusieurs paradoxes, entre l'essentialisation de la culture et sa malléabilité au regard de ses multiples recompositions. Les études de cas donnent à voir les « inventions de la tradition » (Hobsbawm et Ranger 2006) qui se déploient dans un contexte de construction nationale tout en trouvant une actualité dans le contexte de la globalisation (Dimitrijevic 2004). En ce sens, on retrouve des mécanismes communs dans la construction des nationalismes turc et kurde (Aykan ; Schäfers) mais aussi dans les revendications des minorités, comme le montre par exemple le cas du quartier de Kurtuluş (Martin). Or, l'authenticité est une dimension centrale de la fabrication du patrimoine (Heinich 2009). L'étude du patrimoine immatériel (Schäfers ; Aykan ; Weineck) met en évidence comment celle-ci est reconstruite, turquifiée, kurdifée selon les cas et réifiée par le biais de la reconnaissance. La reconstruction d'une rue typiquement ottomane (Tureli) ou la médiatisation d'une histoire nationale romancée à travers films et séries (Carney) esquisse une conception de l'authenticité qui ne renverrait pas forcément à la pureté, à l'intégrité, au lien avec l'origine²⁴ (comme le note Carney en référence à un dicton turc, *les imitations donnent vie à l'original*). Toutefois, transparait le caractère conflictuel des reconstructions, l'inauthenticité étant souvent convoquée (Schäfers ; Weineck).

Par ailleurs, « la nostalgie constitue une force patrimoniale majeure » (Berliner 2013: 394). À la fois moteur de la fabrication et de la réception, la nostalgie associée à une réappropriation de l'héritage ottoman, par le biais de récits, d'imaginaires²⁵, revêt un caractère performatif. En référence à l'analyse de Svetlana Boym (2001), Josh Carney et Ipek Tureli mettent en effet en évidence les ambiguïtés de la nostalgie entre restauration du passé et distance raisonnée. Finalement, l'étude du patrimoine comme catégorie, de ses mises en scène, des usages du passé montre la force de celui-ci et son efficacité, en témoigne par exemple la montée en puissance des fondations religieuses [*vakıf*] en tant qu'« héritage ottoman de la société civile » (Zencirci).

Construction nationale et enjeux économiques : le patrimoine comme ressource

Pour le parti au pouvoir, le patrimoine sert de liant à la communauté nationale. Or l'enjeu identitaire recoupe des enjeux économiques dans un contexte de développement touristique et de libéralisation économique engagée depuis les années 1980. Dans ce contexte, l'invention patrimoniale est travaillée par les attentes des retombées touristiques et la nécessité « de forger une image condensée de soi qui puisse être proposée aux visiteurs » (Sauner-Leroy 2000). Cependant, le lien entre tourisme, construction nationale et patrimoine est ancien. Arzu Öztürkmen rappelle ainsi que le tourisme intérieur, thème de la littérature nationaliste, est perçu comme un moyen de développer le sentiment national (Öztürkmen 1994: 169-170). André Gutton, président du Comité « Urbanisme » de l'Union Internationale des Architectes

(UIA), invité à Istanbul en 1959, envisage le maintien du tissu historique dans un but touristique (Yerasimos). Tandis que Manoël Pénicaud expose comment l'État, dès les années 1950, voit dans la patrimonialisation de la maison de la Vierge à Éphèse un levier au développement touristique et économique. Dans les années 1960, le terme de « patrimoine touristique » peut être usité (Akoğlu 1968), lien qui se consolide la décennie suivante avec le développement du tourisme international. L'étude de Laurent Mallet du « plan de développement stratégique du tourisme en Turquie » du ministère de la Culture et du Tourisme (Mallet 2007) montre que toutes les formes de tourisme sont convoquées. En constante augmentation depuis plusieurs décennies, on compte en 2013 35 millions de touristes étrangers (Pénicaud) tandis que le tourisme national s'amplifie. Et différentes formes de tourisme —culturel, religieux, mémoriel— prennent appui sur les éléments du patrimoine. Perçu comme une ressource dans l'action publique pour le développement local, le tourisme, au-delà de son aspect économique, est en outre un « miroir » des constructions identitaires (Cousin 2011). Le patrimoine sert alors d'outil pour développer le tourisme. Dans l'autre sens, la pratique des lieux par les touristes peut contribuer à les patrimonialiser, les ériger en lieux de mémoire, à les marginaliser parfois quand ils sont à l'extérieur des circuits touristiques ou jugés non conforme à l'image de l'altérité attendue. Le tourisme apparaît être le versant, peut-être plus trouble, de la construction d'un récit national et au-delà de la construction de stratégies identitaires. En ce sens, il est symptomatique qu'un nombre conséquent des contributions ici réunies s'y attache, de façon centrale ou parfois ténue.

La dimension économique du patrimoine n'est pas seulement liée au tourisme. Josh Carney nous donne à voir l'industrie culturelle qui se développe autour de l'Empire ottoman par le biais des films et séries. La marchandisation est aussi visible quand le toponyme, le nom du quartier devient une image de marque, qui peut jouer sur les ressorts de la nostalgie ou de la lutte urbaine comme en témoigne le cas de « Tatavla » (Martin).

Les instruments, manières de faire et supports de la patrimonialisation : outils de préservation, de diffusion, de lutte et de contrôle

Un souhait de ce numéro thématique de l'EJTS était d'engager une réflexion sur les outils, leurs importations, circulations, reformulations, ne serait-ce parce que la Turquie a ratifié toutes les grandes conventions internationales sur le patrimoine. En appréhendant à la fois les patrimoines officiels et « alternatifs », les études présentées abordent, chacune à leur façon, cette question. Quatre points méritent d'être ici soulevés. Le premier, déjà pointé par les études sur la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, rappelle comment celle-ci est un outil de la construction de l'État-nation (Aykan). Les exemples du classement du *Nevruz* et du « *Semah, rituel Alevi-Bektaşî* » révèlent comment, bien que l'on ne soit plus dans la négation des débuts de la République, l'instrument sert à contrôler, normer, récupérer, dépolitiser des traditions culturelles de groupes minoritaires (kurdes et alévis) via un processus de muséification porté par l'État. Mais l'instrument peut devenir un outil de lutte pour la reconnaissance de l'autre dans un espace non plus pensé nationalement mais transnationalement, en témoigne l'entrée en jeu des Alévis d'Allemagne pour la revendication de leurs pratiques des *semah* comme patrimoine (Weineck).

Deuxièmement, le foisonnement patrimonial se lit dans la multitude des outils qui véhiculent, diffusent les imaginaires. On peut à ce titre souligner la place des séries télévisées et des films dans la médiatisation et « popularisation » du passé ottoman, voire du patrimoine chrétien ottoman pour le moins oublié des circuits officiels (de Tapia)²⁶. On pourrait encore évoquer les magazines, les expositions, les écrits mémoriels. Ainsi, le patrimoine déborde de sa sphère professionnelle et érudite pour se diffuser plus largement dans la société.

Troisièmement, on voit des changements dans les manières de faire, avec le passage d'une protection centrée sur le monument à la loi de 1973, qui, en parallèle avec les réflexions en Europe, promeut la préservation des monuments dans leur contexte (Yerasimos ; Tureli). Mais des divergences sont visibles entre des conceptions du patrimoine local à Istanbul et l'UNESCO (Marquart). Plusieurs auteurs pointent d'ailleurs que l'intervention peut plus s'apparenter à une opération de destruction (Ter Minassian ; de Tapia), ouvrant un questionnement —qui reste à explorer— sur les conceptions du patrimoine des experts intervenant et les modalités concrètes de l'action en train de se faire. Les destructions peuvent s'inscrire dans un processus plus large de régénération urbaine ou porter sur des objets gênants d'un passé dénié (Törne). À côté des interventions de restauration et de démolition, Taline Ter Minassian nous rappelle l'importance de l'inventaire. Celui-ci constitue une étape préalable de la reconnaissance patrimoniale, outil de sélection, de visibilité et d'effacement. S'appuyant sur l'exemple des biens arméniens, elle montre comment celui-ci résulte d'une série de lois, d'échanges entre l'État, les fondations et les acteurs de la société civile, dans le contexte d'« efforts de démocratisation de la Turquie ».

Enfin, il faut mentionner l'arsenal d'instruments —la ratification de conventions, la promulgation de lois (de 1874, 1906, 1973, 1983... jusqu'aux plus récentes sur la transformation urbaine ou les fondations), la mise en place d'institutions, d'agences, de services, de partenariats, le rôle des fondations et des associations— liés à l'action patrimoniale. Il tend à nuancer l'idée du caractère relativement récent du fait patrimonial en Turquie et d'un certain désintérêt. Il témoigne également d'une reconfiguration de l'action publique, par ailleurs constatée dans d'autres secteurs (Aymes, Gourisse, Massicard 2013).

Construction nationale et conceptions patrimoniales plurielles : faiseurs, porteurs et consommateurs du patrimoine

Dominique Poulot, dans son introduction aux « mondes du patrimoine », pointait la pluralité des acteurs impliqués dans la fabrication patrimoniale (Poulot 2006) : acteurs publics/privés ; institutions étatiques/organisations relevant de la société civile ; collectifs/individuels. Par ailleurs, pour le cas turc, Benoît Fliche, dans son étude des migrations, nous invitait à déplacer le regard sur le patrimoine et à s'interroger sur la « patrimonialisation populaire », hors cadre officiel (Fliche 2007 ; voir aussi Rautenberg 1998, 2003 ; David, Müller-Celka 2010). Tandis que l'observation de l'action publique en train de se faire dans le Sud-est anatolien (Girard et Scalbert-Yücel 2013) amenait à privilégier une démarche selon laquelle « il n'y a pas de différence entre les acteurs qui soit donnée *par nature*²⁷. Toutes les différences de niveau, de taille, d'envergure, sont le résultat d'une bataille ou d'une négociation » (Callon et Latour 2006: 12).

Les contributions, par la pluralité des acteurs qu'elles abordent, donnent à voir des conceptions patrimoniales différentes, portées par des experts, institutions nationales, locales, amateurs, profanes, acteurs publics, acteurs privés., et la façon dont elles s'influencent, convergent sur certains points, s'opposent, s'entrecroisent.

Du côté des faiseurs du patrimoine, les différentes contributions posent une question sur le rôle de l'État dans la fabrique du patrimoine, sachant que le modèle d'un État fort tel qu'il a souvent été présenté tend à être nuancé, complexifié (Gourisse 2013).

L'action publique patrimoniale se déploie au travers d'une kyrielle d'institutions (au niveau étatique, avec en premier lieu le ministère de la Culture et du Tourisme, au niveau municipal...) et de partenariats. Plusieurs auteurs mentionnent à ce titre le rôle de maires (Ter Minassian ; de Tapia) dans la reconnaissance de patrimoine jusqu'alors oublié, patrimoine arménien, patrimoine ottoman chrétien en Cappadoce. Les modalités de l'action publique et ses reconfigurations peuvent sembler ouvrir une brèche sur un éventuel retrait de l'État. Toutefois, la mise en perspective des situations amène à évoquer plutôt une « fragmentation centralisée » (Marquart) ou une « pragmatique » de l'État (Pénicaud) dans un contexte de débats sur la démocratisation, de revendication de la diversité culturelle et de diversification de l'offre touristique.

Par ailleurs, outre les instances internationales précédemment mentionnées, sont impliquées, dans la patrimonialisation des organisations implantées à l'étranger, comme l'Association Terre et Culture, basée en France (Ter Minassian) ou les membres de la communauté alévie d'Allemagne [*Almanya Alevi Birlikleri Federasyonu*]. C'est pourquoi, la reconnaissance des patrimoines des groupes minoritaires en Turquie —sa reconnaissance locale et son inscription dans le patrimoine national— se construit également dans les espaces transnationaux.

Un autre trait marquant est le rôle d'individus dans la fabrication du patrimoine, des entrepreneurs du patrimoine, hommes politiques, intellectuels, érudits... On les retrouve dans la promotion d'un patrimoine national, on peut penser à Çelik Gülersoy, qui fut président du *Touring Club* de Turquie (Tureli). Ils participent en outre à la promotion de la diversité culturelle, comme par exemple Osman Kavala, président de la fondation *Anadolu Kültür* (Ter Minassian). Des individus se posent alors en passeurs d'un patrimoine collectif en cours de constitution ou constitué. D'autres jouent un rôle d'inventeurs et déclencheurs et contribuent à générer des dynamiques collectives comme l'illustre la mise en mémoire du quartier de Kurtuluş (Martin).

La place de la société civile dans la fabrication du patrimoine paraît donc d'envergure. Pour autant, Gizem Zencirci, en s'appuyant sur les usages de l'héritage ottoman de la société civile par l'AKP, montre que le patrimoine peut être un outil de la neutralisation de celle-ci. La fabrique du patrimoine nécessite donc de questionner les rapports entre l'État et la société en tenant compte de la dimension transnationale et de la pluralité de la société et des situations.

De plus, elle invite à se déplacer des faiseurs aux porteurs du patrimoine. Gizem Zencirci révèle à la fois l'ingénierie déployée dans la valorisation de l'héritage ottoman et les décalages entre les acteurs de la société civile. Poser le regard sur les porteurs du patrimoine met au jour les transactions. Celles-ci laissent percevoir des entraves, par exemple les femmes *dengbêj* ne se retrouvent pas dans la codification de la culture par les nationalistes kurdes et le perçoivent comme une perte d'authenticité (Schäfers). Par ailleurs, elles interrogent le rapport entre l'individu et le collectif quand le processus de patrimonialisation prend appui sur l'addition de mémoires individuelles et les

opérations de traduction alors que se pose la question de savoir comment « la construction des images que j'ai assimilées à mon imaginaire individuel, personnel, est ensuite partagée et socialisée » (Rautenberg 2007-2008: 46).

Ce qui renvoie à la question du public. L'observation de la réception et de la consommation du patrimoine illustre la façon dont celui-ci peut être un élément de cohésion, se diffuser à différents niveaux de la société. L'engouement patrimonial, le développement du tourisme national des classes moyennes et supérieures semblent concourir à l'analyse du patrimoine au prisme de la société des loisirs et de la culture. Il faut toutefois rappeler que la Turquie reste très fortement marquée par les disparités socio-économiques et que le rapport des individus et groupes sociaux au patrimoine est très stratifié. Cela étant, l'enthousiasme pour le passé ottoman, son entrée dans les salons et familles turques via les séries télévisées (Carney) sont, de ce point de vue, exemplaires. Et que ce passé soit pris avec émotion ou distance critique, force est de reconnaître qu'il s'inscrit dans le quotidien.

L'autre point significatif concernant le public est le « retour » des échangés —des descendants de personnes ayant connu l'échange de population entre la Grèce et la Turquie en 1923. Un tourisme mémoriel se développe ainsi depuis plusieurs années (de Tapia ; Pénicaud). Il faudrait de même évoquer les pratiques commémoratives des descendants des survivants du génocide arménien à Tunceli (Törne).

Dynamiques de visibilisation et d'invisibilisation au prisme des constructions patrimoniales

Le patrimoine est affaire de sélection, de choix et, en contre, d'effacement, d'oubli. Grégory Busquet, Claire Lévy-Vroelant et Caroline Rozenholc (2014) invitaient à étudier la question patrimoniale sous l'angle de la domination, des rapports de pouvoir entre dominants et dominés. Dans ce processus, certains acteurs sont « invisibilisés » (AlSayyad, en référence à Broudehoux 2001: 24). Et, la fabrique du patrimoine en Turquie montre que les « identités légitimantes » (Castells 1999), c'est-à-dire imposées par les acteurs dominants de la société, conservent une efficience certaine. Dans un même temps, elle donne à voir l'émergence d'autres constructions identitaires, qu'elles se positionnent comme alternatives au projet national ou tentent de l'infléchir. Les mobilisations des groupes minoritaires pourraient laisser suggérer un effritement du récit national. Toutefois, l'État semble jouer comme un incubateur. D'une part, parce que le rapport au patrimoine n'est pas fixe (spatialement ni temporellement). En témoignent les postures de rejet et de valorisation du patrimoine byzantin (Pérouse 2003 ; Dorso 2003 ; et dans le présent numéro Pénicaud ; de Tapia). Tandis que les tensions autour du « patrimoine républicain/kémaliste », la façon dont ses objets sont traités²⁸, laissent entrevoir les luttes autour de la définition d'un patrimoine officiel qui se réinvente depuis les débuts de la République. D'autre part, ce régime de « surveillance – tolérance » à l'égard des municipalités kurdes pointées par Jean-François Pérouse et que l'on pourrait peut-être étendre à certaines opérations concernant le patrimoine arménien, semble aller dans ce sens. Toutefois, il y a encore une impossibilité de visibiliser certains éléments, qui apparaissent trop dérangeants pour la construction nationale²⁹. De plus, les auteurs évoquant les patrimoines arméniens et *rum*, la mémoire du génocide et celle de l'échange de population rappellent la force de l'historiographie officielle et du récit national.

Dès lors s'engage une dynamique de patrimonialisation hétérogène. En effet, l'effacement des traces —destruction du bâti, mécanisme d'inclusion/exclusion de traces culturelles kurdes (Aykan), aléviés (Weineck)³⁰ et, en retour sentiment de dépossession— compose avec les actions de commémoration. Ces dernières, plus ou moins « intimes », si elles se déploient à la marge, peuvent impliquer et même être initiées selon les cas par des acteurs officiels (de Tapia ; Törne ; Ter Minassian).

L'approche multiscalair montre que les processus de visibilité/invisibilité ne se font pas uniquement dans un rapport « officiel/alternatif ». Elle dévoile de surcroît les rapports de force au sein de la société et les effets de distanciation. La « rupture patrimoniale » (Rautenberg 2003) se lit dans la décontextualisation du patrimoine et des supports de mémoire : Ipek Tureli rappelle que les patrimonialiseurs regardent à distance mais n'habitent pas les « maisons turques/ottomanes » ; Cilia Martin note que la valorisation mémorielle de Kurtuluş se fait sans lien avec les populations aujourd'hui habitantes et la réalité socio-économique de ce quartier. On peut en outre voir des effets d'instrumentalisation, si l'on regarde le cas des femmes *dengbêj* et la part de la dimension politique dans le choix des chansons dans le contexte du nationalisme kurde. Enfin, Annika Törne met en avant comment des acteurs locaux, soucieux de faire reconnaître comme génocide les massacres de 1938 des Arméniens et Aléviés à Dersim (Tunceli) effacent, passent sous silence le génocide de 1915, reprenant alors le discours négationniste dominant.

Tactiques, stratégies et affirmations autour du dicible et de l'indicible s'inscrivent dans une configuration où l'enjeu mémoriel et patrimonial relève bien pour la Turquie contemporaine d'un défi national, qui dépasse les seules frontières du pays par son inscription dans l'espace transnational.

III. Architecture du numéro double

Ce numéro thématique est composé de deux volumes. Si chaque contribution est attentive au contexte politique et idéologique dans lequel se déploie la fabrication patrimoniale, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la partition s'est faite en fonction de l'angle d'attaque. Nous avons distingué les contributions où l'objet d'étude était le patrimoine officiel, celui promu, sanctionné par l'État ou en reprenant les thèmes, de celles prenant comme entrée première le « patrimoine alternatif », les revendications identitaires et les mémoires plurielles, la question des minorités. C'est ce que nous avons essayé de faire ressortir dans le déroulé qui suit. Il ne donne donc qu'un aperçu orienté des articles.

Le premier volume, le patrimoine officiel au prisme du néo-ottomanisme, approche critique s'articule autour de trois axes.

Le premier regroupe des articles posant la fabrication des catégories et la mise en place d'instruments au cœur de leur réflexion. L'article de Stéphane Yerasimos (traduction de Jean-François Pérouse) propose un utile cadrage sur le discours sur la protection du patrimoine en Turquie des *Tanzimat* à 2005 et, par-delà, le lien entre patrimoine, recherches identitaires et valeurs nationales. Ipek Tureli décrypte, à travers un regard attentif aux acteurs, aux associations et à leurs réseaux, la patrimonialisation, dans les années 1970, de la « maison turque/ottomane », objet symbole du nationalisme, codifiée, étudiée dès les premières décennies du XXe siècle. Outre un déplacement de l'objet, elle montre que ce processus résulte d'un contexte

local d'urbanisation forte, de convergences à l'international et de changements dans les modes de faire, de l'action du législateur et d'enthousiasmes d'une élite s'investissant d'un rôle de sauveteur du patrimoine. Les pratiques de conservation, souvent pointées comme inadéquates, ne relèveraient-elles pas en fait d'une stratégie de gestion urbaine, dans un contexte de fortes mutations ? C'est l'hypothèse exposée par **Vivienne Marquart** au moyen d'une analyse du système de gestion du patrimoine d'Istanbul. En déroulant la complexité du système institutionnel aux échelons municipaux et étatiques, elle explore les failles entre l'approche patrimoniale de l'UNESCO et les modalités de la régénération urbaine, les contestations et intérêts divergents que cela suscite localement.

Le second axe a trait à l'héritage ottoman comme récits et ressources. Le propos de **Josh Carney** se centre sur les succès et échecs des récentes fictions ayant pour cadre l'Empire ottoman dans les médias turcs. Resituant cette production audiovisuelle par rapport au néo-ottomanisme dont il trace l'archéologie ; il montre qu'elles jouent d'approches différentes de la nostalgie —réparatrice, qui s'apparente à une reconstruction, et réfléchie (en référence à Boym 2001)— qui, en retour, n'impliquent pas le même public. Le récit ottoman va au-delà et semble avoir pour ambition de changer les structures de la société civile. **Gizem Zencirci** montre ainsi que la reconstruction de l'héritage ottoman par l'AKP et notamment le rôle donné aux *vakif*, concourt à un déplacement des rapports entre l'État et la société civile, à l'émergence d'un « modèle collaboratif ». Inscrit dans une perspective néo-libérale, celui-ci tend à être excluant pour ceux qui ne s'y conforment pas. Au-delà, il reconfigure les rapports entre l'État et la société.

Le troisième axe a trait à la nationalisation et la patrimonialisation d'objets à la marge du patrimoine national. **Bahar Aykan** étudie la façon dont le classement sur la liste du patrimoine immatériel de l'UNESCO sert à l'État pour neutraliser, s'approprier et nationaliser ce patrimoine. Pour ce faire, elle met en perspective le classement du *Nevruz* comme patrimoine immatériel de la Turquie et la signification de la fête pour les Kurdes et l'adoption de cette tradition par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) au milieu des années 1980. De son côté, **Manoël Pénicaud** en retraçant l'histoire de la maison de la Vierge à Éphèse, « de sa fondation à la patrimonialisation d'un sanctuaire "international" », pointe l'exceptionnalité de la patrimonialisation de ce haut-lieu touristique par rapport au traitement du patrimoine chrétien en Turquie. Dans ce patrimoine « nationalisé », se croisent pèlerins et touristes, chrétiens et musulmans.

Le volume 2, *Les « patrimoines alternatifs », l'épreuve de la reconnaissance*, appréhende la fabrique du patrimoine du côté des « dominés », de la marge de la scène patrimoniale officielle.

Une première entrée thématique est celle de **l'émergence, l'oubli et les entraves dans les processus de fabrication patrimoniale**. **Taline Ter Minassian** et **Annika Törne** donnent à voir les processus de visibilisation et d'invisibilisation du patrimoine et du passé arménien. **Taline Ter Minassian** met en lumière « l'inversion patrimoniale », au moyen d'une analyse des opérations de valorisation —restaurations, inventaire— du patrimoine arménien et de la « nébuleuse » d'acteurs qui les portent. **Annika Törne** aborde, elle, le versant de la négation mettant au jour, à partir du cas de Tunceli/Dersim, l'écart entre les récits mémoriels des Arméniens et les empêchements visibles dans les actions des acteurs locaux. **Aude Aylin de Tapia** propose une vision en creux, en se penchant sur le caché, le mis à l'écart des circuits touristiques. Elle s'arrête sur les

traces d'un passé —celui de la Cappadoce chrétienne ottomane— qui, parce qu'il ne correspond pas à l'idéologie nationale dominante ni aux images produites du patrimoine à cet endroit et qu'il bouleverse les « grands récits historiques » en rappelant l'événement « traumatique » de l'échange de population de 1923, semble être (volontairement) oublié. En retour, elle montre des processus de visibilisation dont il est l'objet ces dernières années.

Les trois articles suivants traitent du **nationalisme et du transnationalisme dans les revendications identitaires et la mise en patrimoine de cultures plurielles** à travers différents degrés de lecture. **Cilia Martin**, en analysant « la mise en mémoire du quartier de Kurtuluş à Istanbul », montre que ce « retour au quartier d'origine » se fait par l'investissement « d'entrepreneurs de la mémoire » (Pollak 1993 cité par Martin) grecs, bien que cela aille au-delà et dépasse ce premier cercle, la réécriture du passé *rum* de ce quartier donnant à voir l'exogénéité de ses acteurs. **Benjamin Weineck**, se penchant sur le projet patrimonial alternatif de reconnaissance du rituel des *semah* par les Alévis en Allemagne —celui-ci étant déjà reconnu comme faisant partie du patrimoine culturel immatériel de Turquie par l'UNESCO— questionne les usages du passé dans l'espace transnational et derrière eux l'enjeu de la reconnaissance. Enfin, c'est un autre nationalisme que **Marlene Schäfers** aborde en observant la fabrication de *dengbêj* comme figure du patrimoine culturel kurde dans la Turquie contemporaine. En prenant l'exemple des femmes *dengbêj*, elle décrypte la complexité de ce processus, qui se doit d'être acceptable dans un contexte de domination. Relevant d'une essentialisation de la culture, celui-ci peut se faire au détriment des éléments signifiants des porteurs du patrimoine. En ce sens, les mécanismes de patrimonialisation, mis au service du nationalisme, kurde comme ici ou turc, s'appuient sur des outils somme toute semblables.

BIBLIOGRAPHIE

- Akoğlu, Tunay (1968) « Évolution, importance et avenir du tourisme en Turquie », *Les Cahiers du tourisme*, série B, 6.
- AlSaiyad, Nezar (eds.) (2001) *Consuming Tradition, Manufacturing Heritage. Global Norms and Urban Forms in the Age of Tourism*. Londres – New-York, Routledge Taylor and Francis group.
- Anastassiadou, Méropi ; Dumont, Paul (2003) « Une mémoire pour la ville : la communauté grecque d'Istanbul en 2003 », Istanbul, Les dossiers de l'IFEA, série : la Turquie aujourd'hui, n° 16. URL : <http://books.openedition.org/ifeagd/226>
- Aykan, Bahar (2013) "How Participatory is Participatory Heritage Management? The Politics of Safeguarding the Alevi Semah Ritual as Intangible Heritage", *International Journal of Cultural Property*, 20, p. 381-405 URL: <http://dx.doi.org/10.1017/S0940739113000180>
- Aykan, Bahar (2012) "UNESCO ve Kültürel Mirasın Milliyeti" in Yelsali Parmaksız P. M. (ed.) *Neye Yarar Hatıralar? Bellek ve Siyaset Çalışmaları*, Ankara, Phoenix, p. 303-337.

- Aykan, Bahar (2012) *Intangible heritage's uncertain political outcomes: nationalism and the remaking of marginalized cultural practices in Turkey*, Ph. D, University of New York.
- Aymes, Marc ; Gourisse, Benjamin ; Massicard, Élise (2013) *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala.
- Bahrani, Zainab; Çelik, Zeynep; Eldem, Edhem (2011) *Scramble for the Past: A Story of Archaeology in the Ottoman Empire, 1753-1914*, Istanbul, SALT.
- Bartu, Ayfer (2001) "Rethinking Heritage Politics in a global context: a view from Istanbul", in AlSayyad, Nezar (ed.), *Hybrid Urbanism, On the Identity Discourse and the Built Environment*, London, Praeger, p. 131-155.
- Bartu, Ayfer (1999) "Who Owns the Old Quarters? Rewriting Histories in a Global Era", in Keyder, Çağlar (dir.), *Istanbul. Between the Global and the Local*. Lanham, Md, Rowman and Littlefield Publishers, p. 31-44.
- Berliner, David (2013) « Nostalgie et patrimoine. Une esquisse de typologie », in Fabre, Daniel (dir.), *Émotions patrimoniales*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme ethnologie de la France, cahier 27, p. 393-409.
- Biner, Zerrin Özlem (2007) "Retrieving the Dignity of a Cosmopolitan City. Contested Perspectives on Culture, Rights and Ethnicity in Mardin", *New Perspectives on Turkey*, 37, p. 31-59. URL: <http://www.newperspectivesonturkey.net/Journal/Issue/22>
- Boucly, Julien (2013), *Coopération et conflictualité sur le site du patrimoine mondial d'Istanbul*, mémoire présenté à l'Institut d'Études Politiques de Lille, 133p., Observatoire urbain d'Istanbul, URL : <http://oui.hypotheses.org/201>
- Bora, Tanil (1999) "Istanbul of the Conqueror : The 'Alternative Global City' Dreams of Political Islam", in Keyder, Çağlar (dir.) *Istanbul. Between the Global and the Local*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, p. 47-56.
- Boym, Svetlana (2001) *The future of nostalgia*, New York, Basic Books.
- Busquet, Grégory ; Lévy-Vroelant, Claire ; Rozenholc, Caroline (2014), « Introduction », *Articulo - Journal of Urban Research*, Special issue « Mémoires dominantes, mémoires dominées. La fabrique des patrimoines urbains en question », 5 | 2014, URL : <http://dx.doi.org/10.4000/articulo.2490>
- Burdy, Jean-Paul (2011) « La démolition du monument de l'Humanité à Kars et les relations turco-arméniennes : un signal négatif », *Observatoire de la vie politique turque*, <http://ovipot.hypotheses.org/5614>, consulté le 25 novembre 2014.
- Callon, Michel; Latour Bruno (2006) « Le grand Léviathan s'apprivoise-t-il ? », in Callon, Michel; Latour, Bruno; Akrich, Madeleine, *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris, Presses de l'École des Mines de Paris, p. 11-32. URL: http://economix.fr/pdf/seminaires/conventions/2007-01-23_LATOUR-b.pdf
- Castells, Manuel (1999) *Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard.
- Certeau, Michel de; Julia, Dominique; Revel, Jacques (1993) « La beauté du mort », in Certeau, Michel, *La culturel au pluriel*, Paris, Le Seuil, p. 45-72.
- Chyet, Michael (2003) *Kurdish English Dictionary*, New Haven-Londres, Yale University Press.
- Copeaux, Étienne (1999) « La nation turque est musulmane. Histoire, Islam, Nationalisme en Turquie ». *Les Annales de l'Autre Islam*, n°6, p. 327-342.

Copeaux, Étienne (1997) *Espaces et temps de la nation turque, Analyse d'une historiographie nationaliste 1931-1993*, Paris, CNRS Éditions, 1997.

Cousin, Saskia (2011) *Les miroirs du tourisme. Ethnographie de la Touraine du Sud*, Paris, Descartes et cie.

David, Jean-Claude; Müller-Celka, Sylvie (dir) (2010), *Patrimoines culturels en Méditerranée orientale : recherche scientifique et enjeux identitaires*. 4^e atelier (25 novembre 2010) : *Patrimoine institutionnel et patrimoine populaire. L'accession au statut patrimonial en Méditerranée orientale*. Rencontres scientifiques en ligne de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon, <http://www.mom.fr/4eme-atelier.html>.

Dimitrijevic, Dejan (dir.) (2004) *Fabrication des traditions, invention de modernité*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Dorso, Franck (2006) « La muraille ignorée ou le paradoxe de l'alliance tourisme-patrimoine », *Téoros*, vol. 25, no 2, p. 40-46. URL: <http://teoros.revues.org/1421>

Dorso, Franck (2003) « Un espace indéfini au cœur d'Istanbul. La muraille de Théodose II en 2001 », *Les dossiers de l'IFEA, série : Patrimoines au présent*, n° 1 URL : <http://books.openedition.org/ifeagd/202>

Eldem, Edhem (2010) *Un Orient de consommation*, Istanbul, Musée de la Banque ottomane.

Fabre, Daniel (dir.) (2013) *Émotions patrimoniales*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Fliche, Benoît (2007), *Odyssées turques : les migrations d'un village anatolien*, Paris, CNRS.

Fliche, Benoît (2003) *Les vacances de Kayalar. Histoire migratoire, usages et représentations d'un village anatolien en milieux urbains (Turquie, France)*. Thèse de doctorat en ethnologie, Université d'Aix-Marseille 1, 2 vol, 736p.

Gargin, Hamdi (2006) « Istanbul – Capitale Culturelle Européenne 2010 », *Lettre de l'Observatoire urbain d'Istanbul*, n° 24, p. 29-32.

Girard, Muriel (2010) *Recompositions du monde artisanal et mutations urbaines au regard des mises en patrimoine et en tourisme au Maghreb et au Moyen-Orient (Fès, Istanbul, Alep)*, thèse de doctorat de sociologie, Université de Tours, 766p.

Girard, Muriel ; Scalbert-Yücel, Clémence (2013) « Le patrimoine comme catégorie d'action publique dans la région du Sud-est anatolien », in Aymes, Marc ; Gourisse, Benjamin ; Massicard, Élise (dir.), *L'Art de l'État. Arrangements de l'action publique en Turquie, de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, p. 195-221.

Göktürk, Deniz; Soysal, Levent; Tureli, Ipek (2010) *Orienting Istanbul. Cultural Capital of Europe?*, London and New York, Routledge.

Gourisse, Benjamin (2013) « Ordonner et transiger : l'action publique au concret dans l'Empire ottoman et en Turquie », in Aymes, Marc; Gourisse, Benjamin; Massicard, Élise (2014) *L'Art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, p. 11-34.

Gravari-Barbas, Maria; Veschambre, Vincent (2003), « Patrimoine : derrière l'idée de consensus, les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », in Melé, Patrice ; Larrue, Corinne; Rosemberg, Muriel (dir.) *Conflits et territoires*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, p. 67-82. URL: <http://books.openedition.org/pufr/1831>

- Gümüş, Korhan (2009) « Deux projets de la République pour Istanbul », *La pensée du Midi*, 3/2009, n°29, p.81-85. URL: <http://www.cairn.info/revue-la-pensee-de-midi-2009-3.htm>
- Halbwachs, Maurice (1997) [1950] *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel.
- Hartog, François (2002) *Régimes d'historicité, Présentisme et expériences du temps*, Paris, Le Seuil.
- Heinich, Nathalie (2009) *La fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.
- Hobsbawm, Eric; Ranger, Terence (dir.) (2006) *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Karaca, Banu (2009) "Governance of or through culture? Cultural policy and the politics of culture in Europe", in *Focaal – Journal of Global and Historical Anthropology*, vol. 2009, No.55, 27-40p. URL: <http://dx.doi.org/10.3167/fcl.2009.550103>
- Mallet, Laurent (2007) « Le tourisme en Turquie : de la manne financière aux changements de mentalités ». *Hérodote* 127, p. 89-102 URL : <http://dx.doi.org/10.3917/her.127.0089>
- Marcou, Jean (2012), « Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine ? », *Les clés du Moyent-Orient*, <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-neo-ottomanisme-clef-de-lecture.html>.
- Martin, Cilia (2013) « Études sur le quartier dans l'Empire ottoman et en Turquie », *Dipnot* URL: <http://dipnot.hypotheses.org/593>.
- Monceau, Nicolas (2006) *Contribution à une sociologie politique des élites réformatrices Le cas de la Fondation d'Histoire de Turquie Trajectoires, mobilisation, attitudes 1980-2005*, Thèse de science politique, Institut d'Études Politiques de Grenoble (Université Pierre Mendès France - Grenoble II)
- Navaro-Yashin, Yael (2013) "Editorial-Breaking Memory, Spoiling Memorization : The Taksim Protest in Istanbul", *Fieldsights-Hot Spots, Cultural Anthropology Online*, October 31, 2013, <http://www.culanth.org/fieldsights/411-editorial-breaking-memory-spoiling-memorization-the-taksim-protest-in-istanbul>
- Neyzi, Leyla (2008) *Review of Özyürek, Esra, ed., Politics of Public Memory in Turkey*, H-Memory, H-Net Reviews, October 2008, <http://www.h-net.org/reviews/showpdf.php?id=15709>
- Neyzi, Leyla (2010) "Oral History and Memory Studies in Turkey", in Kerslake, Celia; Öktem, Kerem; Robins, Philip (eds.) *Turkey's Engagement with Modernity: Conflict and Change in the Twentieth Century*, Palgrave Macmillan, p. 443-459. URL: <https://research.sabanciuniv.edu/12634/1/neyzi-palgrave22.1.09.doc>
- Nora, Pierre (dir.) (1984) *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, tome 1 « La République ».
- Öktem, Kerem (2009) « Un cosmopolitisme sans fierté », *La pensée du Midi*, 3/2009, n°29, p. 18-24. URL: <http://www.cairn.info/revue-la-pensee-de-midi-2009-3-page-18.htm>
- Öktem, Kerem (2003) "Creating the Turk's Homeland: Modernization, Nationalism and Geography in Southeast Turkey in the late19th and 20th Centuries", *Paper for the Socrates Kokkalis Graduate Workshop 2003, The City: Urban Culture, Architecture and Society*. URL: <http://file.setav.org/Files/Pdf/creating-the-turk%E2%80%99s-homeland-modernization-nationalism-kerem-oktem-2003.pdf>
- Onar, Nora Fisher (2009) "Echoes of a Universalism Lost: Rival Representations of the Ottomans in Today's Turkey", *Middle Eastern Studies*, 45 (2), p. 229-241 URL: <http://dx.doi.org/10.1080/00263200802697290>

- Öncü, Ayşe (2011), "Representing and Consuming the 'East' in Cultural Market", *New perspectives on Turkey*, Special issue on Turkishness and Its Discontents, n°45, p.49-73. URL: <http://research.sabanciuniv.edu/18819/>
- Öncü, Ayşe (2010) "Narratives of Istanbul's Ottoman Heritage", in Diamandouros, Nikiforos; Dragonas, Thalia; Keyder, Çağlar (dir.), *Spatial Conceptions of the Nation: Modernizing Geographies in Greece and Turkey*, London, New York, I.B. Tauris Publishers, p. 205-228.
- Öncü, Ayşe (2007) "The Politics of Istanbul's Ottoman Heritage in the Era of Globalism. Refractions through the Prism of a Theme Park", in Drieskens, Barbara; Mermier, Franck; Wimmen, Heiko (dir.). *Cities of the south: citizenship and exclusion in the 21st century*, London: Saqi en association avec Heinrich Böll Fondation, Institut Français du Proche-Orient, p. 233-264. URL: <http://research.sabanciuniv.edu/9395/>
- Öztürkmen, Arzu (2002) "I dance folklore", in Kandiyoti, Deniz; Saktanber, Ayşe (eds.), *Fragments of Culture: The Everyday Life of Turkey*. London – New York: I.B. Tauris, 2002, p. 128-146.
- Öztürkmen, Arzu (1998) *Türkiye'de Folklor ve Milliyetçilik*, Istanbul, İletişim Yayınları.
- Öztürkmen, Arzu (1994) "The role of people's houses in the making of national culture in Turkey", *New Perspectives on Turkey*, 11, p. 159-181.
- Özyürek, Esra (ed.) (2007) *Politics of Public Memory in Turkey*, Syracuse Univ. Press.
- Pérouse, Jean-François (2013) « Hybristanbul. Les grands projets d'aménagement urbain en Turquie », *La Vie des idées*, 24 septembre 2013. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Hybristanbul.html>
- Pérouse, Jean-François (2011) « Du régime unique national de production patrimoniale au régime néo-libéral, conservateur et partiellement "pluriel" : la Turquie à l'épreuve de la transition patrimoniale », papier présenté lors de la journée d'études « *La gouvernance dans les politiques et pratiques patrimoniales* », dans le cadre du cycle de rencontres « Acteurs et conflits de mémoire autour du patrimoine urbain », Juin 2011, MSH-Paris Nord, URL: <http://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/450/files/2011/08/resume-Perouse1.pdf>
- Pérouse, Jean-François (2004), *La Turquie en marche*, Paris, Éd. De La Martinière.
- Pérouse, Jean-François (2003) « La muraille d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine », *Rives nord-méditerranéennes*, n°16, p. 27-44. URL: <http://rives.revues.org/434>
- Pollak, Michael (1993) « Mémoire, oubli, silence », in Pollak, Michael *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié.
- Polo, Jean-François; Üstel, Füsün (2014) « Les nouvelles orientations de la politique culturelle turque sous l'AKP : néo-libéralisme et néo-ottomanisme? », *Pôle Sud*, 2014/2, *Changer les politiques culturelles*, no 41, p. 17-32. URL: http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=PSUD_041_0017
- Poulot, Dominique (dir.) (2006) « De la raison patrimoniale aux mondes du patrimoine ». *Socio-anthropologie*, n°19, p. 3-16. URL: <http://socio-anthropologie.revues.org/753>
- Poulot, Dominique (2004) « Histoire de la raison patrimoniale en Europe, XVIIIème – XXIème siècles », document de présentation de la recherche, URL: <http://www.iiaa.cnrs.fr/lahec/article26.html>
- Rautenberg, Michel (2007-2008) « La place des artistes dans la construction de l'imaginaire patrimonial », *Culture et Recherche*, hiver 2007-2008, n°114-115, p. 46-47.
- Rautenberg, Michel (2003) *La rupture patrimoniale*, Aubemas, À la croisée.

Rautenberg, Michel (1998) « L'émergence patrimoniale de l'ethnologie : entre mémoire et politiques publiques », in Poulot, Dominique (dir.) *Patrimoine et modernité*, Paris, L'Harmattan, p. 279-289.

Revel, Jacques (dir.) (1996) *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard-Le Seuil.

Roncayolo, Marcel (2011) *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Éditions Parenthèses.

Sauner-Leroy, Marie-Hélène (2000) « La cuisine ottomane, ou la transmission d'un art de vivre » *La pensée de midi*, n° 3, p. 45-51 URL : www.cairn.info/revue-la-pensee-de-midi-2000-3-page-45.htm.

Sauner-Nebioğlu, Marie-Hélène (1995) *Évolutions des pratiques alimentaires en Turquie : analyse comparative*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag.

Scalbert-Yücel, Clémence (2009) "The Invention of a Tradition: Diyarbakır Dengbêj Project", *The European Journal of Turkish Studies*, 10, URL: <http://ejts.revues.org/4055>

Scalbert-Yücel, Clémence (2005) *Conflit linguistique et champ littéraire kurde en Turquie*. Thèse de doctorat en histoire, Paris IV, 589p.

şeni, Nora (2010) « La tentative néo-ottomane et la rénovation du quartier de la Süleymaniye », *Urbanisme*, n°374, p. 41-42.

Yerasimos Stéphane (2005), "Tanzimattan Günümüze Türkiye'de Kültürel Mirası Koruma Söylemi", *İstanbul Dergisi*, Temmuz 2005, n° 54.

Yılmaz, Seçil (2005) *Visualization of culture, history and memory in Turkey: museum politics in the post-1980s*, Master of Arts, Boğaziçi University, Istanbul, 103p.

NOTES

1. Sur la pluralité des productions patrimoniales contemporaines, nous renvoyons à Pérouse (2011).
2. Pour un aperçu des différentes orientations prises par les recherches sur le patrimoine, voir les travaux de Dominique Poulot et Nathalie Heinich (2009).
3. Il faudrait aussi mentionner des travaux consacrés à l'archéologie, tels que la série « Patrimoines au présent » des Dossiers de l'Institut français d'études anatoliennes ainsi que le travail de Zainab Bahrani, Zeynep Çelik, Edhem Eldem (2011) sur l'histoire de l'archéologie en Turquie.
4. On peut aussi penser à la catégorie de patrimoine culturel immatériel —*somut olmayan kültürel miras*— dont on constate que l'emploi s'est répandu, alors que le terme avait pu susciter l'étonnement de professionnels que nous avons interrogés dans le cadre d'enquêtes de terrain il y a plusieurs années.
5. On peut notamment évoquer les travaux engagés par les chercheurs de la Fondation d'histoire turque depuis les années 1990 pour un renouveau de l'historiographie (sur l'étude de cette fondation voir Monceau 2006) ou encore le développement de l'histoire orale dans cette discipline (Neyzi 2010).
6. Nous entendons ici les différents groupes ethniques au-delà des minorités juridiquement reconnues en Turquie par le traité de Lausanne (populations arméniennes, juives, *rum* (chrétiens orthodoxes)). Et par minorités politiques nous faisons ici plus spécifiquement référence à l'extrême gauche.
7. Celles d'outil de développement économique des territoires (Polo et Üstel 2014); de gouvernance (Karaca 2009).

8. Nous renvoyons à ce même article pour une analyse synthétique des différentes périodes en termes de politique culturelle depuis les débuts de la République. Les auteurs distinguent une « politique culturelle stato-centrée » au moment de l'édification de la nation turque ; puis, à partir des années 1980, une période de libéralisation économique ; enfin, une troisième période avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP depuis 2002 et la promotion du néo-ottomanisme (Polo et Üstel 2014).
9. Dans ce même numéro, Taline Ter Minassian rappelle le rôle des recherches sur l'archéologie de l'Anatolie de la Société turque d'histoire [*Türk Tarihi Kurumu*] dans la construction de l'histoire de la nation turque. Plus généralement, sur le rôle de l'historiographie dans la construction nationale, voir le travail d'Étienne Copeaux (1997).
10. L'État, qui souhaite promouvoir une « nouvelle culture nationale », « stigmatis(ait)e la culture orientale, l'occidentalisation étant pour lui synonyme de modernisation » (Pérouse 2004: 57). Celle-ci se fonde de plus sur la laïcité (sur sa construction par le biais de l'historiographie nationale, voir Copeaux 1997, 1999).
11. Le thème est exploré plus en détail dans différentes contributions de ce numéro (Carney, Ter Minassian, Zencirci entre autres) ; sur ce thème voir aussi Öktem (2009) ; Marcou (2012).
12. Voir dans le présent numéro la contribution de Josh Carney, en référence notamment aux travaux d'Öncü (2007) et d'Onar (2009) ; voir aussi Şeni (2010) ; Yılmaz (2005) ; Bora (1999) ; Bartu (2001) ; Pérouse (2004).
13. La « mosaïque anatolienne », promue depuis les années 1990, tend à valoriser voire à exalter les différences culturelles, qu'elles soient d'ordre « ethnique » (c'est-à-dire les éléments « non turcs » : Kurdes, Arméniens, Lazes, Arabes etc.), religieux ou encore linguistique. Les cultures locales de la « mosaïque anatolienne » sont alors reconnues et deviennent une parcelle de la culture nationale (Scalbert-Yücel 2005).
14. Le *dengbêj* peut se définir comme « un récitant de romances et d'épopées » (Chyet 2003) ; voir sur ce point Scalbert-Yücel (2009).
15. Voir Neyzi (2010) sur ces récits et les *memories studies*.
16. Voir de même Navaro-Yashin (2013).
17. On pourrait également évoquer le « Musée d'Histoire-Panorama 1453 » à Istanbul, non étudié dans le présent ouvrage.
18. La proposition d'une autre temporalité invite à engager une réflexion, qui reste à travailler, sur les différents « régimes d'historicité » (Hartog 2002) dans ces processus de patrimonialisation.
19. En référence à la déclaration, « rédigée par une commission formée par la Chambre des Architectes (...) et envoyée à la 4e Conférence des Architectes des Balkans ». Celle-ci fait dialoguer les recherches identitaires ; la question de la conscience patrimoniale et de la sensibilisation ; la mise en œuvre d'une politique de conservation cohérente ; la fragilité du tissu urbain et les mutations urbaines (Yerasimos).
20. On peut penser aux discours de l'Entreprise d'utilité publique de la Municipalité du Grand Istanbul pour l'éducation artistique et professionnelle – ISMEK [*Istanbul Büyükşehir Belediyesi Sanat ve Meslek Eğitimi*] (Girard 2010).
21. Dans ce rapport entre le local et l'international et la place des acteurs exogènes dans la constitution du patrimoine national, on pourrait évoquer le rôle des instituts de recherche étrangers, par exemple celui de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul en tant qu'institution patrimonialisante, des travaux de son premier directeur Albert Gabriel à Stéphane Yerasimos.
22. Classé sous le titre « Le Novruz, Nowrouz, Nooruz, Navruz, Nauroz, Nevruz », (<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=00011&RL=00282>)
23. Pour une bibliographie, voir Cilia Martin (2013).

24. En référence à Nathalie Heinich (2009) sur la valeur d'authenticité dans la fabrique du patrimoine.
25. Faisant écho, dans ce cas précis, à « un ensemble d'histoires, de récits, de fictions, d'images (étant entendu que le récit est aussi producteur d'images), partagés par une communauté, une collectivité ou un groupe » (Rautenberg 2007-2008: 46).
26. Sur ce point voir aussi Öncü (2011) à propos du Sud-est anatolien.
27. Michel Callon et Bruno Latour font référence à Hobbes.
28. L'histoire du parc Gezi, sa fondation et le projet contesté dont il a été récemment l'objet (voir Ter Minassian) témoignent des fluctuations patrimoniales. De même l'état de délabrement actuel du Centre culturel Atatürk [*Atatürk Kültür Merkezi*], que l'on peut considérer comme un haut lieu du patrimoine républicain (voir sur ce point, Gümüş 2009), l'illustre aussi.
29. On peut ainsi penser à la démolition du monument à l'Humanité à Kars et aux débats auxquels elle a donné lieu (voir Burdy 2011).
30. Voir aussi Özlem Zerrin Biner à propos du cas de Mardin et des usages du cosmopolitisme (Biner 2007).
-

AUTEUR

MURIEL GIRARD

ENSA Marseille

<http://www.marseille.archi.fr/acteurs/chercheurs/girard-muriel/>